



THÉMATIQUE : FAVORISER L'ÉLECTROMOBILITÉ

Intitulé de l'action

Mieux informer les agents sur le véhicule électrique

Objectifs

- Améliorer la qualité de l'air atmosphérique
- Informer les agents intéressés par l'achat d'un véhicule électrique

Description de l'action

Rappel : Le nombre d'immatriculations de véhicules électriques en France ne cesse d'augmenter, passant de 2626 immatriculations en 2011 à près de 30 400 immatriculations en 2019 (chiffres disponibles jusqu'à septembre)¹.

Le bonus écologique mis en place par l'État a largement participé à cette augmentation.

Cependant, de nombreuses personnes hésitent encore aujourd'hui à acquérir ce type de véhicule, qui reste cher à l'achat.

Certains pensent également que le territoire n'est pas suffisamment maillé en points de charge.

- Dans un premier temps, une communication peut être menée en faveur du véhicule électrique, par exemple :
 - Rouler en véhicule électrique est plus avantageux financièrement : rouler 100 km en voiture électrique coûte environ 2€ en électricité, contre 8.50€ de carburant avec un modèle diesel équivalent ou 11.50€ s'il s'agit d'un véhicule essence²
 - Les pièces des véhicules électriques sont très fiables et les pièces d'usure à changer régulièrement sont limitées, soit une économie d'entretien
 - Silence de fonctionnement
 - Lorsqu'un véhicule électrique circule, il n'émet pas de polluants chimiques et ne rejette pas de CO2
 - Il est facile et rapide de charger son véhicule (à domicile), ce qui évite des détours vers des stations-service et ce qui peut faire gagner du temps

• En parallèle, il peut être rappelé certains éléments tels que :

- Le montant du bonus écologique, qui est de 27% du coût de l'acquisition et plafonné à 6 000€ (possible également avec une Location avec Option d'Achat) ;
- L'autonomie du véhicule correspond bien souvent aux distances domicile-travail parcourues par les agents (distance moyenne de 18 km aller sur le territoire de la COBAN – source : CEREMA 2018).
- Avec l'adoption de la loi sur les mobilités, l'employeur qui dispose d'une borne sur son site devra rendre possible la recharge gratuite pour ses agents. En effet, jusqu'à présent c'était interdit du fait que c'était considéré comme un avantage en nature.

Les collectivités concernées pourront donc compléter leur communication par cette information.

Renseignements :

- <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F34014>

INFORMATIONS :



Pilote(s) de l'action

- Services Communication



Partenaires

- Services des Ressources Humaines



Coût d'investissement

- Non renseigné

Coût de fonctionnement

- Temps agent pour la communication



Délais de mise en place de l'action

- Court terme (1 mois)



Documents à remplir par les agents

- Exemple en annexe

Bénéfices attendus

- Amélioration des émissions de CO2
- Un passage au véhicule électrique pour les agents qui hésitent

Facteurs clés de succès

- La mise à disposition d'une borne de recharge
- L'organisation d'essais de véhicules électriques (avec un véhicule de la flotte de la collectivité ?)

Indicateurs de suivi

- Nombre d'agents venant travailler avec un véhicule électrique (ou hybride)



©Photo : Pays Barval_SD

¹ Source : Automobile-propre.com : <https://www.automobile-propre.com/dossiers/chiffres-vente-immatriculations-france/>

² Source : Automobile-propre.com : <https://www.automobile-propre.com/dossiers/voiture-electrique-avantages-et-inconvenients/>